

dépôt le 22/12/22  
radio-zinzine info  
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE  
INFO

L'IRE  
des chênaies

N°940 - 22 décembre 2022

## Aide aux réfugié.es en Bosnie et en Croatie

**Un rapport de voyage de notre délégation suisse\* auprès des initiatives d'aide en Bosnie-Herzégovine et en Croatie du 10 au 18 novembre 2022.**

Notre premier voyage en Bosnie-Herzégovine et en Croatie remonte à trois ans, d'autres ont suivi. Nous avons à chaque fois rencontré des collectifs de la société civile, ainsi que des personnes qui s'engagent en faveur des réfugié.es sur la route des Balkans. Depuis, nous soutenons ces personnes courageuses. Nous leur avons à nouveau rendu visite à Velika Kladuša, Bihać, Sarajevo et Zagreb.

Notre motivation pour ce voyage était avant tout de développer les contacts personnels, de ressentir la situation sur le terrain et de collecter des informations qui

pourraient nous aider en Suisse à empêcher les renvois Dublin de requérant.l.es d'asile vers la Croatie.

La première étape, le 10 novembre 2022, est l'arrivée dans la petite ville de Velika Kladuša en Bosnie – l'un des principaux points de passage pour les personnes fuyant vers l'Europe occidentale – située non loin de la frontière croate. Ces dernières années, des milliers de personnes sont arrivées dans la ville et le canton d'Una Sana pour tenter leur chance. Mais la plupart des personnes en quête de protection ont été renvoyées illégalement en Bosnie par les garde-frontières croates, avec le soutien de Frontex. Il existe des centaines de témoignages et de preuves de mauvais traitements et d'humiliations systématiques.

Aujourd'hui, la ville est beaucoup plus calme que la dernière fois. Nous ne croisons que peu de migrant.l.es dans les rues. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus personne sur la route. Nous rencontrons Admir\*\*, qui gère avec son père un café et une auberge où les réfugié.es peuvent séjourner et se ressourcer. Il fait partie de ceux que l'on appelle les «locaux», les habitant.es de la région qui s'engagent pour les réfugié.es. Il est toujours très occupé à remonter le moral des désespéré.es, à organiser l'hébergement et d'autres formes d'aide. Les autorités ont tenté à plusieurs reprises de lui mettre des bâtons dans les roues, mais en vain jusqu'à présent.

### Un vide fantomatique

Alma, enseignante dans un village voisin, a fondé l'association *Rahma* (en français: grâce), qui a été la première initiative locale à être officiellement reconnue comme organisation d'aide. Le lendemain, nous visitons son local où il y a des espaces pour la nourriture, les vêtements, les chaussures, les machines à laver et les douches pour les passant.l.es. Son collaborateur Ajdin, également enseignant, prépare un transport de nourriture et de produits d'hygiène qu'il doit apporter aux bâtiments auparavant vides où les réfugié.es sont installé.es provisoirement. «*Rahma*» effectue régulièrement ce genre de transport mais aujourd'hui, un appel téléphonique vient l'en empêcher. Alma raconte que les squats ont été évacués par la police et que tous les «habitant.l.es» ont été déporté.es. Nous partons de notre côté pour comprendre la situation sur place: il n'y a plus personne dans la maison isolée et inachevée à la campagne, où les «people on the move» avaient trouvé refuge et qu'ils appellent «*Bon courage*». Devant la maison, une paire de chaussures abandonnées, comme si leur propriétaire s'était volatilisé. Une vision fantomatique s'offre également à nous dans l'immense ruine d'une usine à la périphérie de Velika Kladuša: partout, dans les pièces et les halls nus, des traces des personnes soudainement disparues qui nous font prendre conscience de l'ampleur de la misère de ces personnes en fuite. Nous apprendrons plus tard que les migrant.l.es ont été emmené.es de force en bus vers le tristement célèbre camp d'État de Lipa, mais que certaines auraient déjà repris le chemin du retour par leurs propres moyens. Le sens de cette opération policière reste totalement obscur. S'agit-il d'un simple harcèlement et d'une intimidation ou y a-t-il autre chose derrière?

### Soutien.l.internationaux et locaux

Outre les soutiens locaux, nous rencontrons les activistes internationaux de *No Name Kitchen* et *Blindspot*, tous des jeunes qui restent généralement ici au moins un mois pour aider de diverses manières les «*people on the move*». Iels doivent agir avec beaucoup de prudence, car même la plus petite aide est une épine dans le pied des autorités et peut donner lieu à des représailles. Le collectif *Medical Volunteer International* (MVI) est officiellement reconnu aux côtés de

*Rahma*, mais n'est autorisé qu'à fournir les premiers secours. Le transport de blessé.es ou de malades vers un hôpital leur est déjà interdit. Tant les internationaux que les locaux rapportent que les *pushbacks* brutaux se poursuivent, mais un peu moins qu'avant, et qu'entre-temps, les migrant.l.es qui arrivent en Croatie reçoivent une obligation de quitter le territoire dans les sept jours. Ainsi, iels sont tout de même laissé.es «tranquilles» pendant sept jours, ce qui leur permet de poursuivre leur voyage.

Outre les nombreux réfugié.es afghan.l.es, de nombreuses personnes en provenance du Burundi ont récemment pris la route et ont pu entrer en Serbie sans visa. Mais cette voie est à nouveau bloquée depuis, sous la pression de l'UE et de la Suisse. Certain.es sont arrivé.es en Suisse via la Bosnie et la Croatie, ont demandé l'asile, mais risquent d'être renvoyé.es en Croatie selon la procédure Dublin.

L'après-midi du 12 novembre, nous poursuivons notre route vers Biha, chef-lieu du canton, et rencontrons Daka et Nicola de *Kompas*, un collectif également reconnu officiellement et originaire de Sarajevo. L'association a ouvert ses locaux en janvier 2022 et depuis, environ 1300 réfugié.es sont passés par là. Le local est situé à l'extérieur de la ville, sur la route menant à Velika Kladuša. Les activistes solidaires offrent du thé aux personnes de passage, lavent leur linge, rechargent leurs téléphones et mettent des douches à disposition. En outre, les voyageur.es peuvent choisir des vêtements et des chaussures dans un *free-shop*, un magasin gratuit. Depuis environ trois mois, beaucoup moins de personnes passent chez *Kompas*. Malgré des conditions très précaires, les femmes et les mineur.es ont tendance à rester dans les camps, tant à Biha qu'à Lipa, en raison des *pushbacks* et par peur de l'hiver. C'est pourquoi les activistes en profitent pour distribuer des vêtements aux autochtones qui ne possèdent pas grand-chose non plus.

L'après-midi du 13 novembre, nous sommes en route de Biha vers Sarajevo. Le trajet en voiture traverse des vallées au paysage montagneux, un haut plateau dans le brouillard, des villages aux minarets graciles et de petites villes. Là où le soleil passe, il baigne le paysage d'une douce lumière automnale qui rend irréelles les maisons détruites que nous voyons presque partout. La guerre est terminée depuis 27 ans, mais les blessures sont profondes.

### Des containers en tôle et des êtres humains

Arrivé.es à Sarajevo, nous rencontrons Dijana Muzicka de *Caritas*; elle est responsable pour les questions de migration. Elle nous donne un aperçu des lieux et des activités de *Caritas* et nous permet de visiter deux camps de réfugié.es dans les environs. Accompagné.es par une jeune collaboratrice, nous nous rendons d'abord dans le camp d' Ušivak pour les familles et les mineurs. Le camp se compose principalement de containers en tôle avec des lits superposés. *Caritas* a aménagé un «*Social Corner*», c'est-à-dire une pièce où les résident.l.es actuel.l.es peuvent boire un thé et s'occuper en dessinant ou en jouant à des jeux de société. Il semble que ce soit le seul endroit accueillant du camp. Une cuisine collective est en projet, où les personnes réfugiées pourront cuisiner leur propre nourriture. Sur le mur d'un container qui abrite un petit atelier de couture, on peut voir la photo d'une femme musulmane habillée à la mode sous l'emblème de l'OIM (Organisation internationale des migrations).

L'OIM organise également des défilés de mode, comme si elle ne savait pas quoi faire des millions qu'elle reçoit des États membres et de l'UE. L'organisation est présente dans la gestion des camps gouvernementaux et par le

biais d'affiches appelant les personnes à retourner «volontairement» dans leur pays d'origine. Les organisations les plus diverses ont collé leurs logos sur les containers, dont la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC). Mais les conditions de vie des personnes restent ici très rudimentaires. Heureusement, il n'y a actuellement qu'environ deux cents personnes dans le camp.

Nous nous rendons ensuite au camp de Blauj pour les hommes voyageant seuls, où un collaborateur de Caritas nous accueille et nous fait visiter le camp. Le terrain est beaucoup plus vaste et un mirador s'élève dans le ciel au-dessus des containers, mais il ne serait plus en service. Le camp a été construit sur un ancien terrain militaire, comme presque tous les camps de Bosnie-Herzégovine. Il accueille actuellement 1800 hommes, principalement des Afghans, pour une capacité d'accueil de 2000. Ici aussi, il existe de petits projets de Caritas et d'autres organisations, mais les conditions restent extrêmement précaires. C'est l'heure du déjeuner: les hommes s'alignent en une longue file pour collecter le repas. Cela peut durer deux bonnes heures avant que le dernier ne soit nourri. Avec le recul, nous nous demandons jusqu'à quel point ces visites de camps sont utiles. On nous fait officiellement visiter le camp et on nous donne à voir ce que l'on a le droit de voir, et il n'est guère possible de parler avec les migrant·es. Nous pensons qu'il est malgré tout important de garder un pied dans la porte.

#### Une nouvelle route vers l'Europe?

Dans le local de Kompas 071 à Sarajevo, Ilma, une jeune femme très chaleureuse portant le hijab, le foulard des femmes musulmanes, nous accueille. L'association fonctionne avec trois personnes rémunérées et deux bénévoles. Ici aussi, il y a un magasin gratuit, des machines à laver et des douches. Environ quatre-vingts personnes passent chaque jour. Elle nous fait un rapport détaillé sur la situation actuelle. Sarajevo est toujours un lieu de passage important, tout comme Tuzla, d'où les réfugié·es traversent la République serbe de Bosnie pour rejoindre la Croatie et l'UE à Gradiška. Il s'agit d'une nouvelle route qui est dangereuse. De nombreuses personnes ont déjà perdu la vie en traversant la Save à Gradiška. 90 pour cent des voyageurs sont actuellement des Afghan·es. En effet, la Turquie renvoie massivement les personnes originaires d'Afghanistan dans leur pays d'origine. Les Iranien·es sont également de plus en plus nombreux. Depuis que le bruit s'est répandu que la Croatie délivrait un «papier de 7 jours», les migrant·es voient à nouveau de meilleures chances.

Lorsque nous rencontrons des représentantes de Are You Syrians, de Border Violence Monitoring Network et du Center for Peace Studies à Zagreb, la capitale croate, sur le chemin du retour vers la Suisse, elles nous expliquent que le document n'est pas un «laisser-passer» pour l'Europe – au contraire, il appelle à quitter aussi bien la Croatie que l'UE. L'odyssée des personnes en quête de protection n'est pas terminée pour autant. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Croatie deviendra probablement membre de l'espace Schengen. D'ici là, une pratique un peu plus légère semble prévaloir, probablement en raison des nombreuses critiques concernant les violations des droits humains à la frontière avec la Bosnie. La Croatie ne veut pas perdre sa probable admissi-

on dans l'espace Schengen. Mais que se passera-t-il ensuite? Il faut s'attendre à une fermeture encore beaucoup plus importante à partir de 2023 envers les pays hors UE et Schengen, tels que la Serbie et la Bosnie. La Croatie deviendra alors le chien de garde de l'espace Schengen.

Le fait que la Suisse renvoie les requérant·es d'asile vers la Croatie selon la procédure Dublin est critiqué par toutes les personnes que nous rencontrons. Selon elles, la situation des droits humains pour les réfugié·es est catastrophique. Nos interlocutrices nous donnent de nombreuses informations qui confirment ce fait. Les Pays-Bas et en partie l'Allemagne ont mis un terme aux renvois. Depuis notre retour en Suisse, nous évaluons toutes les informations et espérons pouvoir amener la Suisse à renoncer également aux renvois.

Bâle, fin novembre 2022.

\* Membres de la délégation: Sophie Guignard (Solidarité Sans Frontières), Miriam Helfenstein (No-Frontex), Claude Braun, Camillo Römer, Michael Rössler (Cercle d'Amis Cornelius Koch / CEDRI / FCE)

\*\* Nom modifié

Une campagne commune du Cercle d'amis Cornelius Koch, CEDRI et Forum Civique

Adresse: Cercle d'amis Cornelius Koch

Case postale 90, 2800 Delémont 1, Suisse

Tél. 0041 76 461 46 41 - <cercle-d-amis-koch@gmx.ch>

## Ultra-méga bassine de STMicro

Fin octobre, des milliers de militants et élus écolos se sont mobilisés contre les méga-bassines à usage agricole dans les Deux-Sèvres. Le parallèle avec la situation locale nous a frappés: ici personne ne s'est mobilisé contre le «plus gros investissement industriel depuis les centrales nucléaires», l'agrandissement de l'usine STMicro à Crolles, annoncé en grande pompe cet été. Pourtant cet industriel pille bien plus d'eau qu'une méga-bassine: dans un an ou deux, la consommation annuelle des usines de puces du Grésivaudan équivaldra à 16 méga-bassines de Sainte-Soline! Alors que les élus écolos soutiennent toujours ce pillage de l'eau, bingo: de simples habitants entament une mobilisation.

Fin octobre, une mobilisation écologiste a fait la une des médias: la contestation du projet de méga-bassine de Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres. Les méga-bassines sont des gigantesques ouvrages de stockage d'eau, dont les projets de construction se multiplient ces dernières années. L'idée c'est de profiter de l'hiver et de pluies a priori abondantes pour les remplir (en pompant aussi dans les nappes phréatiques remplies) avant de les vider pendant les périodes chaudes et sèches pour les besoins des gros irrigants. En plus de perturber le fonctionnement des nappes phréatiques et d'impacter le milieu naturel et la biodiversité, ces méga-bassines servent avant tout à développer un modèle agro-industriel dévastateur.

Bref, leur contestation est tout à fait pertinente. Impulsé par les Soulèvements de la terre, le rassemblement du 29 octobre dernier a réuni plusieurs milliers de personnes (7.000 selon les organisateurs) malgré des interdictions préfectorales. Les «1.700 gendarmes et 7 hélicoptères» mobilisés n'ont pas empêché les manifestants de rentrer sur le chantier, ce qui a entraîné une large médiatisation nationale, renforcée par la présence de certaines figures nationales de l'écologie politique (Yannick Jadot, Sandrine Rousseau, etc.). Bien que le chantier contesté se situe à plus de 600 kilomètres de la préfecture de l'Isère, certains élus grenoblois n'ont pas hésité à manifester leur soutien à la mobilisation. Le maire connecté de Grenoble Eric Piolle a tweeté: «Soutien à celles et ceux qui se mobilisent aujourd'hui contre les #Me-

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7-Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-

Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en

Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+

7 - site oueb: <www.radiozinzine.org>

gaBassines à Sainte-Soline! Ce projet qui profite à une poignée d'entrepreneurs de l'agro-industrie est un non-sens écologique et une fuite en avant.»

La néo-députée EELV Cyrielle Chatelain, nouvelle coqueluche de l'Assemblée nationale, y est aussi allée de sa prise de position virtuelle sur le réseau social d'Elon Musk: «La mobilisation contre les #bassines est indispensable. Ce qui se joue à #SainteSoline nous concerne tou.te.s. C'est le combat pour le respect et le partage de la ressource en eau, la lutte contre son accaparement [sic] par une agriculture productiviste.» Quant au sénateur toujours EELV Guillaume Gontard, il n'a pas non plus reculé devant un tweet engagé: «Soutien! #eau #biencommun #TransitionAgricole.»

Quelles prises de position courageuses! Ce qui est curieux, c'est que les mêmes étaient présents cet été pour la venue de Macron à Crolles, lors de l'annonce de l'extension de l'usine de STMicro et des 2,3 milliards d'euros d'argent public investis dans «le plus gros investissement industriel depuis les centrales nucléaires». À l'époque, aucune mobilisation en vue, ni blabla sur le «non-sens écologique et la fuite en avant». Au contraire, Piolle avait trouvé cette annonce «réjouissante» et les députés écologistes avaient fait un communiqué pour «saluer cette annonce qui renforce notre souveraineté industrielle» (voir le précédent numéro).

Où est la logique? Cela signifierait-il que STMicro pomperait moins d'eau que la méga-bassine de Sainte-Soline? Raté: cet ouvrage, le «plus gros actuellement en chantier», selon les opposants, a pour but de stocker 650.000 m<sup>3</sup> sur une année. STMicro et Soitec, les deux industriels des puces prévoient eux d'utiliser «29.000 m<sup>3</sup> d'eau par jour à l'horizon 2023-2024», notamment parce que le nettoyage des plaques de silicium consomme énormément d'eau. C'est-à-dire qu'en 22 jours de fonctionnement normal, les deux usines du Grésivaudan vident la méga-bassine de Sainte-Soline. Soit une consommation annuelle **16 méga-bassines par an!**

Mais en-dehors de la quantité, il y a surtout une énorme différence au niveau de la qualité des eaux en jeu. Quand les méga-bassines agricoles se contentent de l'eau de pluie et du tout-venant des nappes phréatiques, les multinationales de la microélectronique ont besoin d'eau extra-pure et se servent dans les réservoirs de l'eau de Grenoble, réputée d'excellente qualité mais ne disposant pas de réserves illimitées. On avait documenté dans le dernier numéro comment les élus du Grésivaudan et de la Métropole étaient «prêts à nous assécher» pour subvenir aux besoins des fabricants de puces. Un article du prochain numéro (autour du chamboulement à venir de l'alimentation en eau des habitants de Crolles) illustrera encore la pression exercée sur la ressource en eau, tout comme

cet extrait du rapport d'activités 2020 de la régie des eaux: «Certains travaux sont encore à réaliser dans l'urgence pour subvenir aux besoins des industriels (ST Microelectronics à Crolles et Soitec à Bernin) en répondant à la demande à très court terme. La sur-sollicitation des installations et l'absence de secours de cet approvisionnement augmentent les risques de rupture d'eau avec des impacts importants pour le territoire (même au-delà.)»

# MACRON AU QATAR

LES DEUX ALLERS/RETOURS REPRÉSENTENT

**500 000 €, SOIT 31 ANS DE SMIC**



**480 TONNES ÉQUIVALENT CO<sub>2</sub>.**

**SOIT 53 ANS DE L'EMPREINTE CARBONE MOYENNE D'UN FRANÇAIS**

Malgré ces «risques de rupture d'eau» et «leurs impacts importants pour le territoire et même au-delà», les élus écologistes ne se soulèvent pas ici contre «l'accaparement» de l'eau par les industriels des puces. Cela signifie-t-il qu'ils préfèrent la production d'accessoires pour téléphones intelligents, satellites invasifs, armes sophistiquées, voitures autonomes, à celle d'aliments?

Malgré les critiques tout à fait fondées contre la culture intensive du maïs et l'agriculture industrielle promue par les méga-bassines, on pense que la production d'objets artificialisant le monde relève encore plus du «non-sens écologique et de la fuite en avant» que celle de bouffe, fut-elle de la «malbouffe». À choisir, on préférera toujours bouffer du poulet aux hormones et des céréales aux pesticides que des plaques de silicium.

Notons d'ailleurs que l'ingénierie et l'industrie du semi-conducteur promeuvent le même type d'agriculture que les méga-bassines, en mettant sur le marché tout un tas de machines connectées, drones, capteurs intelligents, etc., favorisant l'avènement d'une agriculture 4.0 déshumanisée.

Force est de constater que dans un certain imaginaire écologiste militant, si la figure du grand agriculteur irrigant est associée au «mal», celle du start-upper ou industriel développant des applis et autres gadgets inutiles ou nuisibles ne suscite presque pas de réprobation – quand elle ne jouit pas d'une image positive. Est-ce parce que si le monde virtuel des réseaux venait à s'écrouler, nombre de ces militants se retrouveraient désœuvrés une bonne partie de leur journée – et n'auraient plus d'endroit où afficher leurs indignations contre les méga-bassines à 600 kilomètres de chez eux? La tragi-comédie du rachat de Twitter par Elon Musk illustre bien la difficulté de nombre de personnes «engagées» à désertir ces déversoirs de haine, même quand elles deviennent propriété d'une personnalité qu'elles détestent. Au passage: ce fameux Elon Musk, «homme le plus riche du monde» bénéficie du savoir-faire de STMicro Crolles dont certains composants équipent ses satellites de Starlink envahissant peu à peu tout le ciel...

Bref, trêve de sarcasme. Dans le dernier numéro, on constatait l'absence totale de contestation de la nouvelle usine de STMicro, se limitant avant notre numéro à un texte de Pièces & main d'œuvre et une pétition ayant réuni 56 signatures... Mais depuis, ça commence à frémir. Un nouveau collectif STop Micro (contact: stopmicro@riseup.net) s'est créé et appelle à un rassemblement le samedi 11h30 devant la

Radio Zinzine Info

F 04300 Limans

Tél: 09 74 53 46 19

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

22 € pour 6 mois

42 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Régie des eaux sous le mot d'ordre «*De l'eau, pas des puces! Contre l'aberration écologique de ce pillage de nos ressources communes et la complicité des institutions publiques ET pour une gestion sensée de l'eau.*» Une grande action est en préparation pour ce printemps.

Et peut-être qu'un jour, la lutte contre les usines à puces, leur pillage des ressources et leurs produits nuisibles, deviendra aussi «tendance» que celle contre les méga-bassines...

Article pompé dans *Le Postillon, journal de Grenoble* et sa cuvette numéro d'Hiver 2022-2023.



## Sur nos ondes

### **Ecocide en Ukraine (47'10)**

Un entretien avec Oreste del Sol, paysan et activiste écologique vivant dans les Carpates en Ukraine. Il a fait partie d'une délégation ukrainienne de militants écologistes qui s'est rendue du 28 novembre au 1 décembre à Bruxelles et Paris pour une série de rencontres avec des députés européens et français, des représentants de la Commission européenne et d'ONG. Iels demandent la reconnaissance du crime d'écocide par les Russes en Ukraine, la mise en place de conditionnalités écologiques et démocratiques (la garantie d'une participation de la société civile) dans le cadre des énormes programmes de reconstruction du pays. Iels ont alerté sur des dégâts causés par l'agression russe: forêts détruites ou minées, terres agricoles polluées, une pollution de l'air catastrophique, une augmentation des coupes dans la forêt...

### **Defend the Atlanta forest (35'43)**

Une rencontre avec deux militant·es d'Atlanta, grande ville du sud-est des Etats-Unis, qui sont engagé·es dans une lutte acharnée et multiforme contre deux projets nuisibles qui auraient comme conséquence la destruction de la plus grande forêt urbaine du pays - 200 hectares menacés par la construction, d'une part, d'un mégacomplexe de studios Hollywood et, d'autre part, par le plus grand camp d'entraînement de la police. Tout cela dans le contexte des mobilisations contre les meurtres par la police de George Floyd et tant d'autres Noir·es américain·es, y compris à Atlanta. Nous avons pu échanger avec ces camarades lors de la rencontre internationaliste, «Les peuples veulent», organisée par la Cantine Syrienne de Montreuil en octobre.

Bonne écoute!

Nick